

Intervention le 31 mars 2012
Forum social du PGE
Frédéric Boccara

Merci au nom des économistes atterrés pour votre invitation.

1. Le mouvement des atterrés

Quelques mots du mouvement des économistes atterrés. C'est un mouvement d'économistes, critiques contre l'économie dominante, révolté par ce qui est mis en œuvre, et qui formule des propositions, dans une perspective de véritable progrès social et humain.

Il compte environ 3.000 signataires, dont 900 économistes.

Des économistes en tant que tels s'opposent à l'idée qu'il n'y aurait pas d'alternative. Nous récusons l'idée que ce qui est fait serait justifié par la science économique, qui serait neutre, partagée et unifiée. Alors qu'il n'en est rien, que parmi les économistes, il y a tant de débats, de différences, voire de choses ignorées.

Nous pensons qu'il y a un enjeu d'idées essentiel. Et les économistes se sont trouvés au cœur de ce débat d'idées.

Nous pensons que les mesures prises au nom de cette science économique allument et développent la guerre économique et les lignes de fracture en Europe, que ces mesures approfondissent des crises déjà très graves. Et, au-delà des répit observés, préparent de plus amples crises pour demain.

Si solidarité il y a dans ces mesures, c'est une solidarité avec les marchés financiers !

Sur nos pistes de propositions alternatives, notre Manifeste initial a rencontré un énorme succès, vendu à près de 100.000 exemplaires et traduit dans plusieurs langues. Nous souhaitons le débat citoyen, l'éducation populaire, mais aussi nourrir le débat politique.

Notre dernier livre *Changer d'économie* s'inscrit dans la campagne des élections présidentielles et législatives en France et dans ses débats, avec une diversité de propositions et de sujets abordés très grande, depuis la finance, les banques, jusqu'au travail et à l'emploi, en passant par l'écologie, la protection sociale, les services publics ou la fiscalité.

2. Le moment politique actuel en Europe

Il faut, je crois, voir le moment politique actuel en Europe.

Un, il y a l'immense colère populaire face aux banques. Et ce n'est pas fini.

Deux, il y a la volonté de comprendre. Les gens veulent comprendre ce qui est arrivé.

Trois, il y a la méfiance, la grande méfiance envers les experts dominants.

Quatre, enfin, il y a la gravité extrême de la situation sociale, écologique, économique, politique.

Cela amène les gens à oser envisager des pistes qu'ils n'osaient pas explorer jusqu'ici, à condition qu'elles soient justifiées de façon rationnelle, sans mettre une étiquette préalable dessus, et à condition qu'elles ne soient pas simplistes.

Il faut avoir cela en tête. Car ceux qui parleront des banques et feront des propositions hardies, à la hauteur et des propositions tout en même temps rigoureuses, ceux-là seront entendus repris, développés et leurs idées iront loin.

C'est ce que nous observons dans la grande affluence et la grande écoute de nos débats.

3. Les causes

Un mot sur les causes de la situation actuelle, sans développer. La cause essentielle, pour nous, de la situation actuelle, c'est la soumission des politiques des pays et des gestions des entreprises aux exigences des marchés financiers, c'est à dire à la rentabilité et à la marchandisation de tout.

Pour insister sur un point déterminant, le problème n'est pas qu'il y aurait trop de dette ou trop de crédit. Car il existe de la bonne comme de la mauvaise dette. Non. Le problème majeur, c'est que cette dette et ce crédit ont été faits contre l'emploi, contre la croissance des richesses réelles, pour financer les délocalisations, la spéculation, les fusions-acquisitions ou restructurations d'entreprises contre l'emploi.

4. Propositions européennes essentielles

Je voudrais insister sur quelques propositions que je vois comme essentielles parmi celles que formule notre mouvement, et les présenter comment je vois, personnellement, leur concrétisation possible.

Ces propositions sont

- Pour les entreprises, de réduire leur dépendance « vis à vis des marchés financiers, en développant une politique publique du crédit à taux préférentiel »
- Pour les dettes publiques, leur rachat par la BCE
- Un financement tout autre des déficits et des dépenses publiques nouvelles, supplémentaires, par la BCE

Comment cela pourrait-il se faire ? En grande partie par une autre action de la BCE (Banque centrale européenne). La BCE est en effet au cœur de l'alternative, elle est très puissante. Et les gens ont compris cela. De plus, elle a autorité sur toutes les banques, elle agit en direction de toutes les banques.

a – Pour les dettes publiques

Nous disons dans notre Manifeste qu'il faut « *affranchir les Etats de la menace des marchés financiers en garantissant le rachat des titres publics par la BCE* » (proposition n° 8).

La BCE pourrait garantir et racheter systématiquement la dette publique, alors qu'aujourd'hui elle le fait exceptionnellement et très peu (seulement 200 Mds€ à comparer aux 26.000 milliards du Pib européen, soit seulement 0,8 % du Pib européen).

Cette dette est détenue à 90% par les marchés financiers ce qui est du coup prétexte à prélèvement financier énorme (en France, l'équivalent du budget de l'éducation nationale est dépensé en charges d'intérêts de la dette), cela donne aussi une base à la spéculation, et les dépenses publiques, les salaires des fonctionnaires sont ainsi tenus de contribuer aux profits.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Les dettes publiques n'ont pas toujours été détenues par les marchés financiers, elles ont déjà été détenues par les banques centrales, et c'est le cas encore dans de nombreux pays, tout particulièrement les Etats-Unis et le Japon. Il s'agit que la BCE sorte la dette des marchés financiers en la rachetant.

Et en outre, si la BCE rachetait la dette, pourquoi toucherait-elle les intérêts énormes de cette dette ? Elle pourrait rendre ces intérêts aux Etats.

Annulation de la dette ?

On fait croire que la restructuration de la dette qui a été pratiquée pour la Grèce serait une bonne chose dont le seul problème serait qu'elle arrive trop tard. En réalité :

- Les banques vont faire payer aux « gens », aux peuples, ce qu'elles perdent (ou ce qu'elles ne vont pas gagner et qu'elles pensaient gagner)
- La condition de cette restructuration, c'est la mise à genoux de la Grèce et de son peuple, et donc la spirale austérité-récession
- Les banques vont continuer à vampiriser la Grèce et les autres pays de l'UE, en pratiquant des taux élevés.

Tout ceci montre qu'annuler la dette n'est pas la solution en soi, ou en tout cas pas une panacée, que tout dépend d'une part de ses conditions, d'autre part de savoir si les banques vont chercher à reporter leurs moindre profits et comment. Cela met en avant, a contrario, le besoin de critères et conditions radicalement différentes de ceux pratiqués (promouvoir les services publics, la protection sociale, l'emploi et les salaires) et le besoin d'un pôle public bancaire étroitement et démocratiquement contrôlé ne cherchant pas à rémunérer des actionnaires.

B - Pour les dépenses publiques

Faire des propositions sur la dette ne suffit pas, celle-ci concerne les dépenses passées, or il faut aussi traiter la question du financement des nouvelles dépenses publiques. Les propositions que nous formulons sont, pour certaines, très convergentes avec celles portées par le DGB allemand, ou par la CGT française, voire par le PGE lui-même.

En matière de financement, la seule véritable alternative aux marchés financiers, c'est soit la création monétaire, soit les impôts. Il faudra les deux. Car l'ampleur des besoins est trop importante pour que seuls les impôts puissent y répondre : le recours à la création monétaire, et au crédit, s'impose nécessairement.

Ainsi nous disons dans notre Manifeste qu'il faut « *autoriser la BCE à financer directement les Etats à bas taux, desserrant ainsi le carcan dans lequel les marchés financiers les étreignent* », « *lancer un vaste plan européen financé par souscription auprès du public à taux d'intérêt faible mais garanti et/ou par création monétaire de la BCE pour engager la reconversion écologique et sociale de l'économie européenne* » et qu'il faut « *maintenir le niveau de protection sociale, voire l'améliorer (...) et accroître les dépenses publiques d'éducation, de recherche, etc.* »

Les déficits générés par les dépenses supplémentaires, indispensables, seraient financés par des créances, mais celles-ci ne seraient pas dans les mains des marchés financiers.

Comment ?

Eh bien, c'est possible immédiatement, avec les traités existants. Si on en a la volonté politique.

Un Fonds, institution financière publique, viendrait s'intercaler entre la BCE et les Etats et détiendrait ces créances, qu'il financerait de la façon suivante.

La BCE alimenterait par sa création monétaire ce Fonds, qui pourrait aussi recevoir le produit d'une taxe sur les transactions financières. Ce Fonds, à visée écologique et sociale, et de solidarité, attribuerait cette monnaie aux Etats en contrepartie de titres émis par les Etats.

Il les attribuerait si les dépenses financées développent les services publics et l'emploi public (en quantité et en qualité). Les Traités européens, déjà largement contournés, l'autorisent formellement (article 123 alinéa 2 du Traité de Lisbonne).

Bien entendu, cela implique que cette institution ainsi créée, ce Fonds, ne soit pas uniquement technique, ni technocratique, mais ait une gouvernance démocratique avec des représentants des élus (parlementaires européens, parlementaires nationaux, représentants des syndicats) qu'il financerait et détiendrait ces créances, et que sur la base de critères explicites, chiffrés, il y ait ainsi une dimension de suivi, de contrôle et de responsabilité sociale et politique.

C'est à dire que l'on redonne à la politique monétaire son rôle effectivement politique, mais dans une combinaison avec des critères précis, rigoureux, à l'opposé de ce que l'on a aujourd'hui, une action arbitraire et discrétionnaire.

Cela fournirait un ballon d'oxygène immédiat aux dépenses publiques. Cela aurait pour effet de soutenir la demande et, à moyen terme, de développer le potentiel d'efficacité de l'offre dans toute l'Europe. C'est ce dernier point qui assure la soutenabilité, à l'inverse des politiques déflationnistes ou des politiques de financement de la spéculation.

C – Les entreprises

Pour ce qui concerne les entreprises, car il faut traiter la question du financement des entreprises et de leur gestion, leur rôle est décisif pour l'emploi et pour une production nouvelle, dans le sens d'une transition sociale et écologique.

Nous disons par exemple, dans notre Manifeste, qu'il faut « *réduire la dépendance des entreprises vis à vis des marchés financiers en développant une politique (vraiment) publique du crédit à taux préférentiel* » (proposition n° 7)

La BCE joue, là aussi, un rôle décisif, par son contrôle du crédit bancaire. Il s'agit du refinancement par la BCE du crédit bancaire aux entreprises lorsque les banques se tournent vers la BCE. Celui-ci peut être modifié profondément par l'action directe de la BCE et des banques centrales nationales.

L'argent que la BCE fournit aux banques doit l'être selon une sélectivité nouvelle, une conditionnalité sociale et écologique sur la façon dont cet argent est utilisé ensuite par les banques.

Le principe. Les investissements matériels et de recherche qui développent l'emploi et la VA (valeur ajoutée), critères auxquels on peut ajouter un critère d'économie de consommation de

matières et de ressources naturelles, seraient refinancés par la BCE à taux abaissés, lorsque les banques ordinaires les présenteraient à la BCE. Ce taux pourrait être d'autant plus abaissé que les investissements concernés développent l'emploi et les richesses réelles.

Le financement bancaire pourrait aussi directement pratiquer une telle politique de taux abaissés. Un pôle public bancaire peut être grandement porteur d'une telle logique, et ceci dans différents pays d'Europe. Cela s'appelle une bonification sélective du crédit.

Mais il faut bien voir que la grande nouveauté serait de mettre de véritables critères sociaux, économiques et écologiques, avec au cœur la valeur ajoutée et l'emploi contre le profit et l'accumulation financière ou matérielle. La réorientation du refinancement de la BCE jouerait sur l'ensemble du crédit et du système bancaire, qu'il soit public ou privé, car la BCE est en quelque sorte la « banque des banques ». Cela améliorerait tout le tissu productif européen, le « restructurerait » positivement en le rééquilibrant selon les pays.

Actuellement l'argent est fourni aux banques sans conditions et alimente donc la spéculation. La BCE vient ainsi de fournir 1.000 milliards d'euros aux banques, à 1%, pour 3 ans et sans aucune condition. Ce qui alimente donc essentiellement la spéculation, la croissance financière et pas le développement économique. La question des critères, on le voit ici, est donc décisive. C'est elle qui est omise par de nombreuses autres propositions ou par des expériences passées. Elle rend viable, économiquement, l'ensemble du dispositif. Elle s'oppose frontalement à la « stricte conditionnalité » anti-sociale du MES (mécanisme européen de solidarité), du pacte budgétaire et de la troïka.

Bien sûr, il faudrait d'autres transformations, en particulier dans les entreprises, pour réorienter leur gestion. Tout particulièrement les firmes multinationales, où des droits nouveaux des travailleurs seraient à développer.

Mais il me semble nécessaire d'insister sur les propositions formulées ici. Au fond, ces trois propositions introduiraient une logique profondément démocratique et rigoureuse. Des peuples contrôlant l'utilisation de ce bien commun qu'est la monnaie au lieu de l'opacité actuelle et du monopole par les marchés financiers et les directions financières des grands groupes multinationaux.

Cet argent ne fonctionnerait plus comme du capital, c'est à dire comme de l'argent qui cherche à rapporter plus d'argent, son profit. Cet argent fonctionnerait au contraire comme un moyen de développement des capacités de réponse aux besoins humains, sociaux et écologiques.

5- Conclusion

Pour conclure, je voudrais insister sur quatre choses.

- La faisabilité immédiate de la mesure concernant le Fonds Européen financé par la BCE, voire son urgence face aux 1.000 milliards qu'elle vient d'injecter et face aux souffrances sociales
- L'enjeu culturel, politique, du crédit. Sa puissance et son enjeu démocratique dans un fonctionnement décentralisé, au cœur de transformations sociales d'un nouveau type, à la fois radicales et adaptées aux conditions nouvelles du 21^{ème} siècle.
- Par le passé, on est toujours sorti des graves difficultés de longue période par une action nouvelle et démocratisée du crédit et des banques, même si les solutions passées ne

mettaient pas autant en avant qu'il le faudrait aujourd'hui la question des critères de financement. On peut citer la sortie d'après guerre avec les nationalisations bancaires très importantes, que ce soit en France, en Allemagne, en Italie, ou ailleurs ; avec aussi le Plan Marshall qui a permis de reconstruire les pays d'Europe, mais qui avait sa composante consumériste et impérialiste. Ce dernier point souligne très précisément, le besoin d'un type très nouveau : profondément démocratique et avec des critères maîtrisés.

- Enfin, je voudrais insister sur l'enjeu d'une expansion, mais une expansion nouvelle : une expansion sociale et du social, avec en son cœur les services publics et l'emploi, y compris pour répondre aux défis écologiques qu'on tend, à tort, à séparer voire à opposer aux questions de l'emploi, des services publics ou de la gestion des entreprises et de leur production.